



Commission communication et mobilisation sociale de riposte au covid-19

RAPPORT D'ACTIVITE

**Gestion des rumeurs et promotion des initiatives communautaires
pour freiner la propagation du coronavirus en Guinée**

Février 2021



Table des matières

I.	<u>CONTEXTE ET JUSTIFICATION</u>	2
A.	<u>OBJECTIF GÉNÉRAL DU PROJET</u>	4
B.	<u>OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DU PROJET</u>	4
II.	<u>MISE EN ŒUVRE</u>	4
A.	<u>ÉQUIPE DU PROJET</u>	5
B.	<u>COORDINATION INTERNE</u>	5
C.	<u>IMPLICATION DES PARTENAIRES</u>	5
III.	<u>ACTIVITÉS PRIORITAIRES</u>	5
A.	<u>PRÉVENTION ET GESTION DES RUMEURS</u>	5
B.	<u>RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES DES ONG ET DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNICATION ET MOBILISATION SOCIALE DE L'ANSS</u>	6
C.	<u>MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE SUIVI DES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES</u>	6
IV.	<u>RÉSULTATS OBTENUS</u>	6
A.	<u>PRÉVENTION ET GESTION DES RUMEURS</u>	6
B.	<u>RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES DES ONG ET DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNICATION ET MOBILISATION SOCIALE DE L'ANSS</u>	7
C.	<u>MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE SUIVI DES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES</u>	7
V.	<u>LIMITES DU PROJET</u>	8
VI.	<u>LES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS</u>	8

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le 31 décembre 2019, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a été alertée de plusieurs cas de pneumonie dans la ville de Wuhan, province du Hubei en Chine. Une semaine plus tard, les autorités chinoises ont confirmé qu'elles avaient identifié un nouveau coronavirus responsable de la pneumonie. Le 30 janvier 2020, l'OMS a annoncé que l'épidémie due au coronavirus (COVID-19), était une « urgence de santé publique de portée internationale » avec des recommandations provisoires à l'usage de tous les pays. Le 11 mars, la maladie a été qualifiée de pandémie. Le monde entier faisait ainsi face à une crise sanitaire sans précédent. Dans le SITREP de l'OMS du 22 avril 2020, on comptait près de 2,47 millions de cas confirmés depuis le début de l'épidémie et près de 169 000 morts.

Le premier cas détecté de coronavirus sur le continent africain a été trouvé en Égypte, en février 2020. Depuis, le nombre de malades n'a cessé de progresser affectant pratiquement tous les pays subsahariens. En Guinée, la première personne infectée au virus corona a été diagnostiquée le 12 mars 2020. Le port obligatoire des masques faciaux, le lavage régulier des mains et le respect de la distance physique entre deux personnes étaient les mesures phares promues auprès des populations. En dépit de ces mesures, la maladie se propageait.

L'expansion rapide de la maladie a suscité de la peur chez les populations. L'intensité de cette peur associée à l'ampleur du risque avait créé le doute quant à l'efficacité des mesures préventives. Démunies face à la maladie, les populations ont adopté des attitudes de déni de la pathologie pourtant favorables à l'émergence des rumeurs et informations erronées qui pourraient compromettre les efforts de riposte en cours dans le pays. Les fausses informations se renforçaient en rendant difficile la gestion de l'épidémie par la confrontation des acteurs de la riposte à des réticences communautaires.

En effet, le manque d'informations fiables entretenait un terrain favorable à la désinformation. Les citoyens étaient davantage à l'écoute de l'information venant de l'international plutôt que celle divulguée par les autorités sanitaires nationales. La couverture nationale en réseaux de téléphonie mobile et d'internet, l'accès de milliers de personnes aux réseaux sociaux, facilitaient et amplifiaient la circulation de l'information. Cela constituait un catalyseur de la propagation des rumeurs à travers le pays.

En même temps, le recours aux outils numériques facilitait le respect des mesures de distanciation sociale et de rassemblements des personnes. Le recours au digital et la promotion du télétravail sont devenus des stratégies de prévention contre le virus, compte tenu de la réduction du risque d'exposition au virus du fait de la proximité.

Par ailleurs, face à l'augmentation du nombre de malades testés au niveau des laboratoires, de nombreuses initiatives citoyennes et communautaires ont vu le jour pour endiguer la progression de l'épidémie et lutter contre ses conséquences socio-économiques. Mais le caractère spontané et disparate de ces initiatives ne facilitait ni leur suivi, ni leur prise en compte par la commission communication et riposte communautaire. Certaines d'entre elles passent complètement inaperçues malgré leur impact réel sur le terrain.

Pour prévenir la propagation des fausses informations, mieux gérer les rumeurs, favoriser la distanciation sociale et promouvoir les actions citoyennes dans le cadre de la riposte contre le coronavirus, la technologie numérique a été mise à profit pour (a) traquer et corriger les fausses

informations/rumeurs avant qu'elles ne s'enracinent, (b) valoriser les actions citoyennes pour leur donner plus d'impact, et (c) surtout éviter les rassemblements publics par l'utilisation des outils numérique afin de rompre rapidement la chaîne de contamination de la maladie.

Le présent projet a ainsi contribué à prévenir les « *infodémies* », renforcer la confiance des populations dans la riposte et accroître la probabilité que les conseils de santé soient suivis. La démarche consistait à limiter et gérer les rumeurs et les malentendus qui compromettaient les interventions sanitaires et risquaient de favoriser la propagation de la maladie. Elle a également soutenu les efforts d'engagement communautaire en mettant à profit les ressources didactiques et matériels ainsi que les conseils, le partage d'expériences et la promotion des compétences numériques.

a. OBJECTIF GÉNÉRAL DU PROJET

L'objectif de cette initiative est double. Il consiste à la fois de freiner l'enracinement des rumeurs et fausses informations sur les réseaux/médias sociaux et au sein des communautés, et de promouvoir les actions citoyennes d'engagement communautaire profitables à la rupture de la chaîne de contamination du virus. Parallèlement, des efforts seront fournis pour promouvoir les compétences numériques dans un contexte épidémiologique où la distanciation sociale doit être respectée.

b. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DU PROJET

- Réaliser quotidiennement la veille numérique, médiatique et communautaire pour l'identification et le rapportage des rumeurs et des fausses informations ;
- Analyser les rumeurs identifiées pour élaborer au plus vite un plan de réponse approprié et adapté (traitement au cas par cas) ;
- Sensibiliser et éduquer les citoyens au fact checking ;
- Développer et déployer une plateforme sur WordPress pour promouvoir les initiatives portées par les organisations au niveau communautaire (création de profil, insertion d'activité, sollicitations, participation/soutien à d'autres activités, ...) ;
- Ouvrir une fenêtre d'opportunités et de partage d'expériences pour les porteurs d'initiatives communautaires de riposte contre la covid-19 ;
- Contribuer à la promotion des initiatives numériques auprès des porteurs d'initiatives communautaires de la riposte contre la covid-19.

II. MISE EN ŒUVRE

Le projet « Gestion des rumeurs et promotion des initiatives communautaires » a duré six (6) mois, de juillet 2020 à janvier 2021. La mise en œuvre des activités a reposé sur le principe de coordination des acteurs et des interventions. Le projet était porté par le laboratoire d'Analyse Socio-Anthropologique de Guinée (LASAG), structure responsable de l'exécution du projet. Le LASAG a collaboré avec l'ONG Zéro Pauvre Afrique (ZPA), partenaire de mise en œuvre. La mise en œuvre a bénéficié de l'appui technique du projet PSRF/PASA2 de la GIZ. Plusieurs autres partenaires ont accompagné l'initiative.

a. ÉQUIPE DU PROJET

N	Nom et prénom	Fonction
1	SAGNANE Saïkou Oumar	Coordinateur
2	BALBE Thierno Hamidou	Consultant volet communautaire
3	LOUKEMA François	Consultant volet communautaire
4	DIALLO Alpha	Consultant volet numérique
5	AZANMASSOU Esdras	Consultant volet numérique
Assistance technique		
1	DIABY Ibrahima Sory	Conseiller technique GIZ
2	Dr GOETZ Huber	Responsable volet GIZ

b. COORDINATION INTERNE

De façon hebdomadaire (tous les lundis à 14h), l'équipe se concertait pour faire le point des activités réalisées avec la participation de Monsieur DIABY Ibrahima Sory et Dr GOETZ du projet PSRF/PASA2.

c. IMPLICATION DES PARTENAIRES

Plusieurs partenaires ont pris part à la mise en œuvre du projet avec des contributions diverses.

Projet PSRF/PASA2 de la GIZ : co-financement du projet avec les fonds de l'Union européenne, appui technique continu à l'équipe du projet.

UNFPA : co-financement du projet, notamment la mise à disposition du matériel de travail.

OMS : partage des ressources documentaires en matière de gestion des rumeurs.

Projet Breakthrough ACTION : partage des ressources documentaires en matière de gestion des rumeurs.

OIM : conception du modèle infographique de rapportage des rumeurs.

UKAID : intégration de l'outil de collecte des rumeurs sur le site de l'ANSS, conception et diffusion des messages.

ONG Terre des hommes : mise à disposition des agents communautaires pour la collecte et la remontée des rumeurs dans quatorze préfectures du pays.

III. ACTIVITÉS PRIORITAIRES

a. PRÉVENTION ET GESTION DES RUMEURS

- **Collecte des rumeurs** : plusieurs méthodes ont été utilisées notamment la veille numérique et la veille communautaire. La veille numérique consistait à suivre les contenus diffusés sur les réseaux sociaux et les sites web d'informations en ligne. Divers outils tels que « GOOGLE ALERT », « NETVIBES », « FEEDLY », « HOOTSUITE » ont été utilisés pour suivre de façon efficace les contenus diffusés par les médias en ligne. La veille communautaire s'est réalisée à travers le retour d'informations communautaires fourni par les agents communautaires déployés par l'ONG Terre des hommes et d'autres acteurs volontaristes. Les rumeurs identifiées étaient consignées dans un questionnaire mis en

ligne sur la plateforme Kobocollect. En plus, une collecte rétrospective des rumeurs au niveau mondial a été réalisée.

- **Analyse des rumeurs** : Les rumeurs collectées ont été classées et analysées à travers un outil d'évaluation de l'ampleur et de l'intensité du risque encouru quant à la propagation d'une rumeur donnée. Les rumeurs présentant des risques importants pour la lutte contre le coronavirus étaient retenues pour être soumises à la déconstruction.
- **Déconstruction des rumeurs** : pour chaque rumeur, l'on présente les faits réels appuyés par des sources crédibles. Ensuite une proposition de stratégie de déconstruction est trouvée. Des affiches numériques sont conçues. Un rapport est produit toutes les deux semaines pour récapituler les rumeurs. Il est partagé à tous les acteurs de la riposte contre le coronavirus (Gouvernement, PTF, ONG, Médias) après validation.
- **Éducation citoyenne à la vérification des faits** : l'équipe a travaillé sur l'élaboration d'un module sur la vérification des faits. Des sources crédibles ont été partagées, mises à la disposition des partenaires et des populations. Des journalistes ont été reçus pour des interviews de sensibilisation et des spots produits.

b. **RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES DES ONG ET DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNICATION ET MOBILISATION SOCIALE DE L'ANSS**

Au total, quatre ateliers régionaux ont été animés pour la formation des OSC et membres de la commission communication mobilisation sociale de l'ANSS. Les participants étaient repartis comme suis : Conakry (24), Kindia (20), Mamou (24) et Faranah (20) ; soit un total de 88 participants, dont deux membres d'OSC par préfecture et par commune de Conakry. Les activités étaient les suivantes :

- **Identification des OSC** : une base de données des OSC au niveau national a été constituée. Les membres désignés ont été invités à remplir un formulaire d'autoévaluation des compétences numériques pour adapter les modules.
- **Organisation des ateliers** : quatre ateliers régionaux ont été organisés à Conakry, Kindia, Mamou et Faranah. Les ateliers ont mobilisé deux ONG par préfecture et certains membres de la commission communication et mobilisation sociale de l'ANSS. Chaque atelier a duré cinq jours.
- **Formation des OSC en compétences numériques** : les participants ont été formés dans les domaines suivants : mener des recherches à l'aide de internet, traiter des données textuelles et multimédias, collaborer et travailler à distance, protéger son environnement de travail numérique, résoudre des problèmes liés à l'environnement numérique. Les personnes formées ont reçu toutes les ressources pédagogiques disponibles. Elles ont ensuite été invitées, en fonction de la capacité financière de leurs organisations, à dupliquer la formation auprès des autres membres de leurs ONG.

c. **MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE SUIVI DES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES**

- **Élaboration du cahier des charges** : pour la mise en place de la plateforme numérique de suivi des initiatives communautaires.

IV. RÉSULTATS OBTENUS

a. PRÉVENTION ET GESTION DES RUMEURS

- Un questionnaire numérique de collecte des rumeurs :
<https://ee.humanitarianresponse.info/x/hTmx6ihl>
- Intégration du questionnaire sur le site de l'ANSS :
<https://anss-guinee.org/welcome/rumor/>
- Un manuel de remplissage du formulaire de collecte des rumeurs en ligne :
https://drive.google.com/file/d/1d7bI6Rz5YisaQ0zV_F3haVajqjv_k_K/view?usp=sharing
- Un répertoire des rumeurs mondialement répandues sur le coronavirus :
<https://drive.google.com/file/d/1xr0ZbTigOTCrNOSiaU0IGm9dRSPVuSBY/view?usp=sharing>
- Un répertoire des rumeurs ayant circulé en Guinée de juillet à décembre 2020
- Six rapports d'analyse bimestriels sur la circulation des rumeurs en Guinée :
https://drive.google.com/drive/folders/1nvbm_8u5orYZ7JUOk_kC7tycu77l-Yt2?usp=sharing
- 43 affiches numériques conçues pour la déconstruction des rumeurs
- Trois articles sur la prévention des rumeurs
- Un module de formation sur « l'éducation à la vérification des faits » :
<https://drive.google.com/file/d/1qtwwjVb8qibo75UbUDLiT9uVRNXxl7wS/view?usp=sharing>
<https://drive.google.com/file/d/1qtwwjVb8qibo75UbUDLiT9uVRNXxl7wS/view?usp=sharing>
- Deux interviews radios sur la prévention et la gestion des rumeurs

b. RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES DES ONG ET DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNICATION ET MOBILISATION SOCIALE DE L'ANSS

- 79 membres d'ONG, 5 membres de la commission communication et mobilisation sociale de l'ANSS et 4 membres de l'équipe de gestion des rumeurs ont été formés à l'utilisation des outils numériques favorables à la promotion de la distanciation sociale. Ces outils sont regroupés sous les thèmes suivants :
 - Mener des recherches à l'aide de l'internet
 - Traiter des données textuelles ou multimédias
 - Collaborer et travailler à distance
 - Protéger son environnement de travail numérique
 - Résoudre les problèmes liés à l'environnement numérique

- Une base de données de l'ensemble des OSC couvrant le territoire national (2 OSC par préfecture) existe ;
- Le [questionnaire](#) et l'[outil](#) d'autoapprentissage en ligne (Google Forms) sont promus auprès des OSC ;
- Le portail web du ministère de la santé est promu auprès des OSC

c. MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME NUMÉRIQUE DE SUIVI DES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

Le cahier de charge pour la conception de la plateforme numérique de promotion des initiatives communautaires a été défini.

V. LIMITES DU PROJET

En général, le projet a développé des outils qu'il a mis à la disposition des partenaires pour action. Malgré toutes les tentatives, il n'a pas été possible de prendre en compte les données du centre d'appel (115) dans le recueil des rumeurs. Cette difficulté a été souvent justifiée en invoquant le respect des procédures de l'ANSS.

VI. LES PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Au regard de tous les acquis du projet et considérant les risques épidémiologiques présents en Guinée, nous recommandons de :

- Mobiliser des ressources additionnelles pour la poursuite du projet ;
- Former les acteurs de la riposte contre les épidémies aux approches de vérification des faits ;
- Intégrer dans les termes de référence des agents et relais communautaires la collecte et la remontée des rumeurs ;
- Impliquer les OSC former en compétences numériques dans la réponse aux épidémies ;
- Poursuivre la mise en place de la plateforme numérique de promotion des initiatives communautaires.